

**Séance ordinaire du  
jeudi 22 juin 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le vingt-deux juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Robert COTTE ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Nancy CANAUD, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO.

## **Expérimentation du télétravail au bénéfice des agents reconnus travailleurs handicapés**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

[Le décret n° 2016-151 du 11 février 2016](#) et l'arrêté du 21 juillet 2016 déterminent les conditions et les modalités de mise en œuvre du télétravail des agents publics et des magistrats.

Le télétravail désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux de son employeur sont réalisées hors de ces locaux de façon régulière et volontaire en utilisant les technologies de l'information et de la communication.

Dans l'attente de la mise en place d'un cadre global pour l'organisation du télétravail dans la collectivité, il est proposé, dans un cadre expérimental, de réserver ces demandes d'aménagement de poste aux seuls agents RQTH (Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé).

Ces demandes seront examinées selon les critères suivants :

- Préconisation d'un expert médical agréé donnant un avis favorable à cet aménagement de poste
- Missions confiées à l'agent qui doivent se prêter au cadre du télétravail
- Aménagements prévus conformément au décret précité

Ainsi, en cas d'avis favorable de la collectivité, un arrêté individuel prévoira les conditions de mise en œuvre en comprenant les éléments suivants :

- Les activités demandées à l'agent au titre du télétravail et les modalités d'évaluation de celles-ci ;
- La liste et la localisation des locaux professionnels éventuellement mis à disposition par l'administration pour l'exercice des fonctions en télétravail, le nombre de postes de travail qui y sont disponibles et leurs équipements ;
- Les modalités d'accès de la collectivité sur le lieu d'exercice du travail afin de s'assurer de la bonne application des règles applicables en matière d'hygiène et de sécurité ;
- Les règles à respecter en matière de temps de travail, de sécurité et de protection de la santé ;
- Les règles à respecter en matière de sécurité des systèmes d'information et de protection de données ;
- Les règles à respecter en matière de temps de travail, de sécurité et de protection de la santé
- Les modalités de contrôle et de comptabilisation du temps de travail ;
- Les modalités de prise en charge, par la collectivité, des coûts découlant directement de l'exercice du télétravail, notamment ceux des matériels, logiciels, communications et outils ainsi que de la maintenance de ceux-ci ;
- Les modalités de formation aux équipements et outils nécessaires à l'exercice du télétravail ;
- Les modalités d'assurance ;
- Les questions juridiques relatives aux accidents de trajet et aux accidents à domicile ;
- La durée de l'autorisation après avis du médecin de prévention et de l'expert agréé.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'adopter les dispositions présentées ci-dessus ;
- de prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'élue délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 juin 2017**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.